



## On peut avancer, on peut gagner.

*Le président de la République exprime fréquemment son entière détermination de mener à terme ses projets. Mais il arrive qu'il rencontre des échecs, même sur des projets très personnels qui lui tiennent particulièrement à cœur. Le 14 octobre, il proclamait : « je ne lâcherai rien ».*

*Il a du lâcher quelques jours plus tard.*

*Tout est question de rapport de forces.*

*Parvenir à contrer les projets destructeurs du président de la République, du gouvernement et du patronat impose de renverser le rapport de forces actuellement en défaveur des salariés. Construire ce nouveau rapport de forces, c'est tout l'enjeu du prochain congrès de la FSU, comme c'est probablement l'enjeu d'autres prochains congrès comme celui de l'UNSA à Pau dans quelques jours et celui de la CGT en décembre.*

### **Rappelons quelques réalités pour commencer :**

La principale organisation syndicale dans la fonction publique d'Etat est la FSU, avec 19,2% des suffrages. La deuxième, c'est la CGT, avec 16,9%. Dans l'ensemble des trois fonctions publiques, la première est la CGT avec 23,1% des suffrages, la 4<sup>ème</sup> est la FSU avec 11,1%.

Tout le monde est conscient que le seul espoir de renverser le rapport de forces au profit des salariés est de créer un fort mouvement unitaire de rassemblement le plus large possible des salariés et des usagers des services publics. Tout le monde, y compris le président de la République. C'est pourquoi il a entrepris, avec la loi dite de modernisation sociale de juillet 2008, une transformation profonde des règles de la représentativité syndicale, destinée en partie à permettre le regroupement des organisations syndicales d'accompagnement, afin d'essayer de leur faire acquérir une influence prépondérante. A la SNCF, par exemple, on voit se construire une union, de circonstance pour l'instant, entre FO, la CFTC et la CGC.

Notre ambition est légitimement grande : battre Sarkozy et reconstruire une fonction publique au service des salariés. Prenons conscience de nos forces. En regardant ce que nous représentons en chiffres, certes, mais aussi ce que nous représentons comme espoir pour une partie importante des salariés.

# L'Éducation, mais pas seulement

Pendant ce temps, la casse continue.

Nous avons déjà parlé des « réformes » engagées dans l'enseignement : suppressions massives de postes, mastérisation perverse, coups portés à l'École maternelle, saturation des classes du primaire, asphyxie du collège, amputation des missions du lycée professionnel, tentative de faire disparaître l'enseignement agricole public, coups violents portés au lycée général et technologique, passage de l'enseignement supérieur au sani-broyeur. Notre système éducatif est en train de se transformer à grande allure en service minimal, au détriment des usagers, nos enfants, de nous-mêmes, les salariés, de la nation qui voit son Ecole périlcliter dangereusement.

Une autre donnée fondamentale de notre champ syndical est que **les collectivités territoriales, communes, départements, régions, sont d'abord des services publics.**

Le gouvernement, dans sa volonté d'afficher une « baisse du coût de l'Etat » et une baisse des impôts nationaux, moins inégaux que les autres, supprime des dizaines de milliers de postes chaque année. Le transfert de missions vers les collectivités territoriales ne peut que conduire à des hausses importantes des impôts locaux, d'autant que l'Etat introduit une autre réforme qui vise à diminuer encore une part importante des ressources de ces collectivités avec la réforme de la taxe professionnelle.

Mais ce n'est pas tout : proches des citoyens, ces collectivités, surtout les communes et les départements, sont gérées par des élus trop proches de leurs électeurs pour trop trahir leurs intérêts. Le gouvernement veut éloigner les centres de décisions des citoyens en faisant des 36 782 communes actuelles des quartiers de grandes métropoles.

Les départements disparaîtraient au profit de grandes régions. Tous ces nouveaux élus, éloignés de leurs électeurs, seraient élus au scrutin uninominal à un tour. Dans le contexte politique actuel, c'est un cadeau à la droite.

Une question est posée par certains : avons-nous, ici, comme syndicalistes, un rôle d'initiative de construction d'une alternative à jouer ?

Le projet du conseil de l'Europe et du gouvernement est de construire des territoires de compétitivité mis en concurrence à l'échelle européenne ou mondiale. Il s'agit de donner aux puissances industrielles et financières les moyens d'améliorer encore leurs taux de profit, au détriment des rémunérations, des conditions de travail et de formation, du système de protection sociale des salariés.

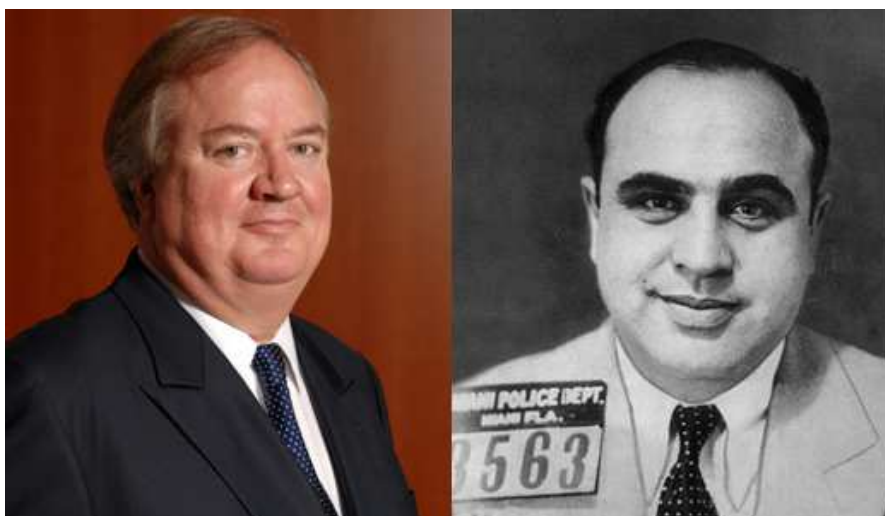
Tout cela est inscrit clairement dans **le pacte de stabilité européen** qui a mis en œuvre un **programme de réduction générale des dépenses publiques.**

Les collectivités territoriales assurent aujourd'hui 73 % de l'investissement public dans le pays. Le patronat et le gouvernement pensent que ces masses d'argent ne doivent plus échapper au secteur privé. Le projet d'accord général sur le commerce des services cherche à transférer un maximum de missions de service public vers le secteur privé, vers les services sociaux d'intérêt général qui imposeront à chaque citoyen de payer chaque service rendu, anéantissant ainsi le rôle d'amortisseur social pour les plus pauvres, fondamental en cette période de crise.

**La France doit transposer dans sa législation, avant la fin de l'année 2009, la directive « services dans le marché intérieur ».**

On constate, avec la publicité gouvernementale faite pour « les services à la personne », que cette évolution est soigneusement organisée. Le risque est grand de voir les services publics basculer vers le secteur marchand : pour « ne pas fausser la concurrence », les aides d'Etat sont interdites par le droit communautaire. Rares sont les dérogations.

Ne pas céder au découragement, s'emparer des valeurs républicaines de solidarité, reconquérir les institutions.



**Al Kessler et Denis Capone**

Le président de la République avait promis en 2007 une « révolution culturelle ». Son ami Denis Kessler s'était vanté de débarrasser la France du modèle issu du conseil national de la Résistance. Mais le modèle de remplacement a sombré dans l'immoralité spectaculaire du système financier mondial et son pouvoir de séduction a sensiblement fléchi...

Citons ici largement Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction publique, auteur du statut de la fonction publique territoriale et de la remise en forme globale et positive des trois volets de la fonction publique au début des années 80 :

**« Cette offensive contre notre patrimoine institutionnel ne doit pas pousser au découragement car, à la mesure même des atteintes qui lui sont portées, s'ouvrent des champs de reconquête de ce qui siège au cœur de la nation : des principes éprouvés d'organisation institutionnelle, une démarche rationnelle de gestion des affaires publiques, une éthique républicaine présidant à la définition de l'intérêt général. Ce sont ces valeurs aujourd'hui à terre que notre peuple doit relever et se réapproprier. »** « Toutes les collectivités publiques sont soumises aujourd'hui à une contrainte financière qui tend à les asphyxier. C'est évidemment le cas pour les collectivités territoriales en raison de la suppression de la taxe professionnelle dont la compensation n'est pas assurée. Mais c'est aussi le cas de l'État. La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (Lof), sous les apparences d'une méthodologie fonctionnelle, organise de manière particulièrement perverse la compression budgétaire des services publics par l'application de la règle dite de « fongibilité asymétrique » (des crédits destinés à l'emploi peuvent être utilisés pour des dépenses de fonctionnement et d'investissement mais pas l'inverse). La révision générale des politiques publiques (RGPP) aggrave la situation non seulement en s'ordonnant derrière l'objectif stupide et démagogique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais surtout en procédant à un véritable démantèlement de l'« administration rationalisante » : après la suppression du commissariat général du Plan, celle du Conseil national d'évaluation, du haut conseil du secteur public, du haut conseil à la coopération internationale, et de beaucoup d'autres organismes, dont la vocation était la rationalisation des politiques publiques. » « La France est le seul pays développé à posséder un service public aussi étendu : 5,2 millions de fonctionnaires régis par un statut général fondé sur des principes républicains d'égalité, d'indépendance et de responsabilité caractérisant la conception du fonctionnaire

*citoyen. Parmi eux, 1 800 000 fonctionnaires territoriaux célèbrent cette année le 25e anniversaire de leur statut. Auxquels il convient d'ajouter environ un million de salariés sous statut des entreprises et des organismes publics. C'est ce rôle de résistance au marché et au contrat de droit privé que le président de la République a entrepris de détruire. Mais la crise financière a révélé le rôle d'« amortisseur social » de ce service public, tant du point de vue du pouvoir d'achat que de l'emploi, du système de protection sociale, de retraite et aussi, ce qui a été plus rarement souligné, d'un point de vue éthique. Face à l'immoralité spectaculairement affichée par le système financier mondial, le service public national est un espace intègre. »*

La FSU a décidé à Perpignan d'élargir son champ syndical à toutes les fonctions publiques.

A Lille, elle doit choisir, non seulement de ne pas abandonner les salariés de ce champ de bataille au moment où la mitraille libérale s'abat sur eux, mais encore elle doit mettre en œuvre ses principes unitaires et rassembleurs, conserver aux salariés l'outil de lutte syndicale de transformation sociale qu'elle représente, étudier les convergences stratégiques indispensables qui permettront de repousser l'offensive dissimulée derrière la loi de modernisation, combattre les divisions et l'idéologie de l'individualisme, réhabiliter la valeur et la pratique de la solidarité.

Tout cela est le socle du travail de réflexion que nous avons à mener dans notre congrès départemental, puis au congrès national. Ce projet exclut l'étroitesse, le manque d'ambition revendicative et le sectarisme politicien.

C'est ce que nous devons proposer et revivifier dans notre courant de pensée. Ce qui impose aussi, au-delà du travail d'explication et d'action dans chaque organisation de la FSU, un travail de convergence des analyses et de stratégie fédéral plus important, indispensable si nous voulons espérer peser sur les intersyndicales avec les fédérations et les confédérations.

\* \*  
\*

Depuis plusieurs semaines, des milliers de travailleurs luttent, sont en grève pour refuser le statut précaire indigne qui leur est fait. En cette fin du mois d'octobre, ils étaient 4 000 en grève, « travailleurs en situation irrégulière », qui cotisent, paient des impôts, mais sont aux mains des patrons car leur situation administrative est « irrégulière ». Chaque jour, 200 travailleurs supplémentaires entrent dans la lutte.

Ils ne se posent pas exactement les mêmes questions que nous sur la tactique de lutte : le 16 octobre, les salariés de l'entreprise Plus-Net, entreprise de nettoyage sous-traitante de Bouygues, ont été convoqués à la préfecture de Bobigny pour obtenir leur régularisation **après 361 jours de grève...** Mais leur arme principal est la même : une organisation syndicale de lutte, la détermination, la certitude du bon droit, l'unité dans la lutte et la solidarité des autres travailleurs avec leur intersyndicale.

Nous avons, nous aussi, dans les fonctions publiques, sinon des travailleurs en situation administrative irrégulière, de plus en plus de travailleurs précaires.

Ils ont besoin de notre solidarité. Nous avons besoin de les aider.

U&A FSU 64, le 2 novembre 2009